23 mars 2012 - Communiqué de la CGT Fonction publique territoriale

Filière sociale On lâche rien !

En catastrophe et sans aucune concertation avec les organisations syndicales, le ministère de la Fonction publique tente de faire passer la filière sociale en catégorie B au Conseil Supérieur de la Fonction Publique d'Etat.

Le 15 mars 2012, l'intersyndicale des trois versants de la Fonction publique (Etat, Hospitalière et territoriale) adresse un courrier au ministre de la Fonction publique réitérant la demande d'ouverture de réelles né-

gociations pour la reconnaissance des qualifications des personnels sociaux et éducatifs.

Le 21 mars, les organisations syndicales de la FPE refusent de siéger au Conseil Supérieur de la Fonction publique d'Etat.

Le Conseil est reconvoqué le 23 mars pour un passage en force...

Face à l'autisme du gouvernement, les professionnels doivent rester mobilisés.

La CGT Services publics et son Union Fédérale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens vous proposent d'adresser la motion suivante au ministre de la Fonction Publique, 101, rue de Grenelle, BP 10445, 75327 Paris Cedex 07

Nous, travailleurs sociaux de (*lieu-service*) nous exigeons la catégorie A qui nous a été promise avec la création du classement indiciaire (*ou CII*) en 1991 pour tous les personnels de la filière sociale (Assistant-es sociaux/sociales, éducateurs-trices spécialisé-es, éducateurs-trices techniques spécialisé-es, éducateurs-trices de jeunes enfants, Conseiller-es en Economie Sociale et Familiale).

Nous rejetons vos projets de décrets qui nous enferment dans le nouvel espace statutaire du B et nient nos formations à bac+3 alors que notre gouvernement reconnaît cette équivalence au niveau européen (niveau II français, niveau 6 européen, 180 ECTS) dans le cadre d'un décret du 14 septembre 2011.

Nous soutenons nos organisations syndicales dans leurs exigences de reconnaissance en catégorie A pour la filière sociale et en A+ pour les corps d'encadrement.